

TURQUIE

Un suspect arrêté après l'attentat qui a visé des touristes à Istanbul

La police turque a arrêté hier une personne en lien avec l'attentat-suicide attribué au groupe Daesh qui a, pour la première fois en Turquie, visé la veille des étrangers et le secteur-clé du tourisme en tuant à Istanbul 10 personnes.

Trois mois après celle qui a fait 103 morts à la gare d'Ankara, cette nouvelle attaque a été perpétrée, selon les autorités, par un Syrien âgé de 28 ans, entré sur le sol turc il y a quelques jours depuis la Syrie et présenté comme un membre de Daesh.

«Une personne a été placée en détention mardi soir après cette attaque», a annoncé hier devant la presse le ministre turc de l'Intérieur Ekan Ala, sans donner de précisions sur son rôle ou son identité.

L'attaque a fait 10 morts, dont au moins huit Allemands, et 17 blessés, selon M. Ala. Onze étaient toujours hospitalisés hier, dont deux Allemands dans un état jugé sérieux.

«L'enquête se poursuit méticuleusement», s'est-il borné à ajouter à

l'issue d'un entretien à Istanbul avec son homologue allemand Thomas de Maizière.

Celui-ci a précisé qu'il n'existait pour l'heure «aucune indication» suggérant que l'Allemagne était spécifiquement visée par le kamikaze. «Je ne vois aucune raison de renoncer à des voyages en Turquie», a-t-il ajouté.

Dans la foulée de l'attentat, la police turque a poursuivi hier ses descentes dans les milieux islamistes, apparemment sans lien immédiat avec les événements d'Istanbul, en arrêtant hier neuf personnes, dont trois ressortissants russes, à Antalya (sud) et Mersin (sud), selon l'agence de presse Dogan.



Les secours se pressent autour des victimes de la violente explosion.

Dans la seule journée de mardi, ainsi qu'à Sanliurfa (sud-est), 65 partisans présumés de Daesh Longtemps soupçonné de complaisance envers les rebelles radicaux syriens, le régime islamo-conserva-

teur turc a rejoint l'été dernier la coalition internationale antidjihadiste, pilonnant Daesh en Syrie. Depuis l'automne, il a multiplié les arrestations de membres présumés de cette organisation, affirmant avoir déjoué plusieurs projets d'attentats.

Selon les médias turcs, l'auteur de l'attaque d'Istanbul s'appelait Nabil Faldi, né en Arabie Saoudite, et était entré en Turquie le 5 janvier en tant que réfugié. C'est grâce à ses empreintes digitales enregistrées par les services d'immigration qu'il a pu être rapidement identifié, a précisé la presse turque. Le ministre de l'Intérieur turc a souligné hier qu'il ne figurait sur aucune liste de suspects.

Cet homme a actionné sa ceinture d'explosifs mardi matin dans le cœur historique d'Istanbul, sur l'ancien hippodrome bordant la basilique Sainte-Sophie et la Mosquée bleue, visitées chaque année par des millions de touristes étrangers.

USA

Le directeur du renseignement américain s'est fait pirater ses comptes téléphone et internet

Un pirate informatique a réussi à pénétrer dans le compte téléphone et internet du directeur du renseignement américain, James Clapper, annonce le site d'information Motherboard cité par le quotidien français *le Figaro*.

Selon le site, le pirate a lui-même contacté les journalistes pour leur annoncer qu'il avait réussi à trouver les mots de passe pour accéder au compte de James Clapper chez Verizon, le fournisseur d'accès téléphonique et internet pour son domicile. Le pirate a ainsi réussi à détourner des appels au domicile de James Clapper vers une organisation de défense des Palestiniens basée en Californie, Free Palestine Movement et à pénétrer dans un compte de messagerie Yahoo ! utilisé par l'épouse de James Clapper. Le piratage a été confirmé par le porte-parole du service que dirige James Clapper, l'ODNI (bureau du directeur du renseignement national). Mais le porte-parole, Brian Hale, n'a pas voulu confirmer les détails de l'intrusion. «Nous sommes au courant de cette affaire. Nous en avons fait part aux autorités compétentes», a-t-il déclaré.

Le pirate, qui utilise le pseudonyme Cracka, fait partie d'un groupe déjà impliqué dans le piratage d'une boîte mail privée du directeur de la CIA, John Brennan. En octobre, Wikileaks avait publié plusieurs documents provenant du compte email personnel de John Brennan datés d'entre 2007 et 2009, avant sa prise de fonctions au sommet de l'agence du renseignement américaine.

La publication de ces e-mails était survenue quelques semaines après qu'un pirate informatique se présentant comme un adolescent américain eut affirmé au journal *New York Post* être entré dans la boîte email du directeur de la CIA et s'être emparé d'informations personnelles.

SYRIE

Les derniers rebelles à Homs vont remettre des armes lourdes

Les rebelles présents dans le dernier quartier qu'ils contrôlent à Homs, dans le centre de la Syrie, vont remettre une partie de leurs armes lourdes conformément à un accord avec le régime, a indiqué mercredi le gouverneur de la province.

Un accord conclu début décembre 2015, supervisé par l'ONU, avait permis la fin des bombardements du régime sur Waer et la sortie de centaines de rebelles de ce secteur.

«Lors de la deuxième étape (de l'accord), qui durera jusqu'à début février, la moitié des armes moyennes et lourdes seront remises aux autorités», a affirmé à l'AFP le gouverneur de la province de Homs, Talal Barazi. Par ailleurs, «les hommes armés qui le souhaitent pourront normaliser leur

situation», a-t-il ajouté, estimant qu'un millier d'insurgés se trouvaient toujours à Waer.

Selon le gouverneur, il sera en outre permis aux habitants restés à Waer et à ceux qui en sont partis de «sortir du quartier ou d'y entrer librement». Un nouveau passage sera ouvert à cet effet.

S'agissant de l'aide humanitaire, il a fait état de la poursuite «sans restriction» de l'acheminement de produits alimentaires et de première nécessité.

En mai 2014, la vieille ville de Homs, la troisième ville de Syrie, était tombée aux mains de l'armée après un siège asphyxiant de deux ans et des bombardements et combats qui avaient dévasté ce secteur historique. A la périphérie, le quartier de Waer tenu par les rebelles était resté assiégé par l'armée arabe syrienne. Une commission se réunira une fois par semaine pour notamment «conti-

nuer l'examen du dossier des disparus et des prisonniers», a ajouté le gouverneur.

Des institutions de l'Etat (police, pompiers, centre médical) seront remises peu à peu en service, selon lui. «Il s'agit de consolider la confiance. Si tout marche sans entraves, nous passerons alors à la troisième étape début février», a-t-il précisé, en référence aux cas des rebelles dont la situation ne peut être réglée avec le régime et qui doivent quitter Waer avec leurs armes pour se rendre dans d'autres zones rebelles.

Les forces régulières contrôlent désormais la plus grande partie de la province de Homs, à l'exception de certaines zones dans le nord — dont les villes de Talbisseh et Rastane — et de la ville de Palmyre qui est aux mains du groupe terroriste Daesh depuis mai.

GOLFE PERSIQUE

Téhéran libère les marins américains arrêtés dans le Golfe

L'Iran a relâché hier les dix marins américains arrêtés la veille après s'être égarés dans les eaux territoriales iraniennes, un incident rapidement clos qui témoigne du réchauffement des relations entre Téhéran et Washington à la suite de l'accord historique sur le nucléaire.

«Après avoir présenté des excuses, ils ont été libérés dans les eaux internationales» car «il s'est avéré que leur entrée dans les eaux territoriales du pays n'était pas intentionnelle», ont annoncé les Gardiens de la révolution.

Le Pentagone a confirmé cette libération en soulignant que, selon ses informations, aucun mal n'avait été fait aux dix marins «durant leur brève détention». L'US Navy va «enquêter sur les circonstances qui ont mené à la présence des marins en Iran», a-t-il ajouté. Les dix marins, neuf hommes et une femme, sont restés captifs moins de 24 heures après l'interception mardi après-midi des deux petits navires rapides de guerre sur lesquels ils naviguaient au large de l'île Farsi, située dans la partie nord du Golfe.

Des photos publiées sur le site des Gardiens de la révolution les ont montrés, après leur arrestation, assis à même le sol sur des tapis dans une grande pièce. Les Etats-Unis avaient annoncé mardi soir avoir «perdu le contact avec deux petits navires militaires qui naviguaient entre le Koweït et Bahreïn». Mais, dès le début, Washington avait

évitée de jeter de l'huile sur le feu en affirmant que les marins allaient bien et pourraient être libérés rapidement. Les Gardiens de la révolution avaient ensuite confirmé dans la nuit l'arraisonnement des deux navires et précisé que les dix marins étaient en «bonne santé». Hier matin, la perspective de leur libération se précisait lorsque l'amiral Ali Fadavi, commandant des forces navales des Gardiens de la révolution, déclarait que l'action des Américains n'était pas «hostile». Les deux navires ont pénétré dans les eaux iraniennes en raison d'une panne de leur système de navigation», a-t-il précisé. Signe toutefois de l'importance de l'incident, M. Kerry a eu au téléphone son homologue iranien Mohammad Javad Zarif, a confié à l'AFP un diplomate du département d'Etat, sans rien révéler de la teneur de leur conversation. Les deux hommes ont appris à bien se connaître en ayant négocié durant des mois l'accord sur le nucléaire iranien signé le 14 juillet entre Téhéran et les grandes puissances. L'amiral Fadavi a indiqué que M. Zarif avait exprimé «une position très ferme en soulignant que les marins se trouvaient dans les eaux territoriales de l'Iran et qu'il fallait que les Etats-Unis présentent des excuses».

L'Iran et les Etats-Unis sont en principe toujours adversaires depuis la rupture de leurs relations diplomatiques en avril 1980 dans la foulée de la Révolution islamique. Dans le passé, des incidents ont déjà opposé la marine américaine aux

forces navales des Gardiens de la révolution dans les eaux très stratégiques du Golfe. Fin décembre, un responsable américain a affirmé que la marine iranienne avait effectué des tirs d'essai à proximité de trois navires américains et français. Ce que les Gardiens de la révolution avaient démenti. Ce nouvel incident est intervenu alors que l'Iran et les grandes puissances finalisent l'application de l'accord qui vise à limiter le programme nucléaire de l'Iran, en échange d'une levée progressive et contrôlée des sanctions internationales.

L'Iran a réduit le nombre de ses centrifugeuses, envoyé à l'étranger la quasi totalité de son stock d'uranium faiblement enrichi et doit enlever dans les prochains jours le cœur du réacteur à eau lourde d'Arak, autant de mesures nécessaires pour l'entrée en application de l'accord. Cet accord a provoqué la colère des alliés traditionnels de l'Amérique, l'Arabie saoudite et Israël notamment, qui y voient l'amorce d'une réconciliation Washington-Téhéran.

Même si l'administration Obama se défend de tout projet de rétablissement des relations diplomatiques avec la bête noire iranienne, elle cherche à ramener un certain «équilibre» au Moyen-Orient, dans l'espoir de régler les guerres de la région et d'abord celle qui ravage la Syrie, analysent des experts. Les Etats-Unis sont très présents militairement dans la région, leur V^e Flotte siégeant notamment à Bahreïn.